

## L'odieuse escroquerie du taux de pauvreté

Ce n'est pas parce qu'on le répète sans cesse, qu'un mensonge devient une vérité ! Il y a quelques jours, le Secours catholique, qui est une institution respectable et utile, a communiqué sur la pauvreté en France. Il a rappelé qu'en 2011, il avait accueilli 1,4 million de personnes démunies dont 668 000 enfants. Il s'agit là d'un travail formidable réalisé par cette organisation, comme par bien d'autres oeuvres. Et la charité - mot, ô combien plus noble que la solidarité - de tous les Français qui le peuvent est naturellement la bienvenue pour tous ces organismes.

Il reste que si le Secours catholique a un regard à la fois concret et indispensable sur la pauvreté, l'économie n'est pas sa qualité principale. Que cette institution fournisse des repas ; accueille des mères célibataires ; et habille des enfants démunis, c'est son rôle ! En revanche qu'elle vienne expliquer qu'il faut revaloriser les minima sociaux, et réduire les dépenses contraintes des Français, c'est-à-dire, les loyers, les frais de transport, le coût de l'énergie, et la voilà qui sort de son rôle et perd une partie de sa crédibilité. Surtout quand, à cette occasion, elle utilise des données ineptes fournies par les fonctionnaires de l'**Insee**.

Car notre très coûteux institut de la statistique a une vision purement arithmétique de la pauvreté qui n'a rien à voir avec « la vraie vie » des plus démunis à laquelle sont confrontés tous les jours les bénévoles admirables du Secours catholique, des Restos du coeur, ou du Samu social. Pour les économistes de l'**Insee**, est considéré comme pauvre toute personne qui perçoit un revenu inférieur à 60 % du revenu

médian des Français, soit 964 euros. Le salaire médian des Français étant de 1 610 euros. Dans ces conditions, toujours d'après l'**Insee**, il y aurait en France 8,6 millions de pauvres. Il ne s'agit pas là seulement de bêtise ou d'absurdité, mais simplement d'une pure escroquerie intellectuelle. Le meilleur moyen de le prouver est de raisonner par l'absurde. Imaginons que par un coup de baguette magique, François Hollande parvienne à ce que tous les revenus des Français soient doublés. Aussitôt le revenu médian des Français sera lui aussi doublé. Mais comme ce « seuil de pauvreté » théorique reste fixé à 60 % du revenu médian, le nombre de pauvres, ainsi qualifiés, sur le plan statistique resterait exactement le même, malgré le doublement du niveau de vie. Il y aurait donc, pour les économistes « en chambre », autant de démunis, alors que la richesse du pays et de ses habitants aurait été multipliée par deux.

Autre démonstration de l'ineptie de ce « seuil de pauvreté » : sait-on qu'en retenant les mêmes critères, il y avait exactement deux fois moins de pauvres dans l'Europe de l'Est, au moment de la chute du rideau de fer, qu'en France aujourd'hui ? Ce qui est aisément compréhensible. Car plus une société est égalitaire, moins il y a de monde dans les couches les plus basses des déciles statistiques. Cela n'empêchait pas 90 % de la population, placée sous le joug communiste, de ne jamais manger de viande et de tenter vainement de se procurer des yoghourts ou même du pain.

Il n'est pas question de nier ici la question dramatique de la

pauvreté, de jeter une sorte de voile pudique sur ces cohortes de sans-abri qui se pressent, le soir tombé, dans des abris de fortune ou font la queue pour la soupe populaire et la distribution de quelques aliments. Il est encore moins question de remettre en cause ce que l'ancien médiateur de la République avait souligné dans l'un de ses derniers rapports, en expliquant que près de 15 millions de Français vivaient désormais leurs fins de mois à 50 euros près.

Mais il serait temps que la machine administrative française abandonne cette référence idiote à un seuil de pauvreté, qui ne relève ni de la science ni de l'économie, mais de la pure relativité. Et qui, de fait, est devenu un malheureux objet de politique politicienne. De la même manière il serait temps que ceux qui sont confrontés tous les jours à ces questions cessent de réclamer plus d'assistantat.

Ce n'est pas parce que mon voisin s'achète une Jaguar, un yacht ou un chalet à Courchevel que je deviens pauvre. Au contraire, j'aurais toutes les raisons de m'en réjouir. Car cela signifierait que mon pays va mieux. Alors reléguons vite toutes ces statistiques au magasin des accessoires inutiles et nauséabonds. Surtout lorsqu'elles n'apportent aucune réponse à l'immense drame de la pauvreté. Et qu'elles contribuent à entretenir cet odieux climat « antiriches » et cette jalousie purement hexagonale à l'égard de la réussite.

**Yves de Kerdrel**

